

DISPOSITIF EMPLOI DE JEUNES (ANSEJ)

Vers la révision des critères d'octroi des crédits bancaires

Se dirige-t-on vers la révision des critères d'octroi des crédits bancaires dans le cadre du dispositif Ansej ? Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale avait annoncé, mardi dernier, que, dorénavant, «seuls les diplômés universitaires et les sortants des écoles de formation professionnelle bénéficieront des crédits destinés à l'emploi de jeunes».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au lendemain de la déclaration faite par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed El-Ghazi, plusieurs questions ont été soulevées par l'opinion publique, notamment celle de la qualification des bénéficiaires.

Bénéficient-ils des avantages du dispositif, alors qu'ils ne disposent d'aucune qualification professionnelle ? Selon le premier responsable du département du travail, «une grande partie des bénéficiaires de ce dispositif ne disposent pas d'une qualification professionnelle, d'où le nombre important d'échecs des expériences engagées».

De nombreux bénéficiaires de projets dans le cadre du dispositif Ansej n'arrivent plus à honorer le remboursement de leurs dettes. Ils sont présentement

poursuivis en justice par les institutions financières qui réclament leurs dus.

Confrontés à l'augmentation des prix de la matière première et autres services inhérents à leurs activités, «les jeunes investisseurs sont étouffés par le poids de leurs dettes et un marché libre qui ne laisse aucune chance aux petits et aux nouveaux».

A ce titre, il est important de rappeler que les «déperditions», voire les «détournements de crédits» souvent évoqués par la presse nationale, étaient ces dernières années minimisés par les responsables des deux agences.

Le DG de l'Ansej, Mourad Zémali, évoquait récemment encore la question essentielle de la viabilité économique des entreprises créées dans la cadre de l'Ansej en affirmant que leur taux de mortalité «ne dépasse



Mohamed El Ghazi a décidé de recadrer le dispositif Ansej.

pas 2,5% des entreprises créées depuis 1997». Il assurait également que «les microentreprises sont de bonnes clientes pour les banques». Même son de cloche du côté de la CNAC dont un directeur central indiquait, il y a à peine quelques mois, que le nombre de microentreprises qui n'arrivent pas à rembourser leurs crédits bancaires reste faible : «1 100 microentreprises sur les

74 000 créées par la CNAC, depuis le lancement du dispositif en 2005, ont présenté des diffi-

cultés à rembourser leurs crédits.» Pourquoi alors le ministre du Travail a-t-il décidé de recadrer le dispositif ? La question reste posée, d'autant que lors de la campagne électorale de 2014, le directeur de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika avait déclaré qu'«avec l'argent de l'Ansej, on pourrait même marier nos jeunes». Pour un grand nombre d'observateurs, la politique des pouvoirs publics en matière de création d'emplois devrait trouver vite une autre orientation.

Ces mêmes observateurs affirment que «l'Etat fait fausse route en accordant des crédits à des projets qu'on sait à l'avance inopérants». «Sans une étude de marché, un projet ne peut être garanti dans sa réussite ; or, c'est ce qui se passe quotidiennement.»

A. B.

MÉTÉO

Nouveau BMS pour le centre et l'est du pays

L'Office national de la météorologie a rendu public hier un deuxième bulletin spécial (BMS) où il annonce le prolongement des intempéries. Des cumuls encore plus importants sont prévus sur la région nord du pays au risque d'inondations et de dégradation de la situation routière.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Les intempéries qu'ont connues les wilayas de Tipasa, Alger, Boumerdès, Bouira, Blida et Aïn-Defla ont engendré, hier matin, des cumuls avoisinant les 50 mm ou les dépassant, localement.

Pour les wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Souk Ahras, Guelma, Constantine, Mila, Sétif et Bordj-

Bou-Arreridj, les averses orageuses et les rafales de vent se poursuivront jusqu'à la fin de l'après-midi pour atteindre des cumuls allant jusqu'à 80 mm.

Ces conditions météorologiques rendent le trafic routier difficile au sein des villes concernées par le BMS d'autant plus que les réseaux d'évacuation des eaux pluviales sont souvent défectueux.

Ce qui aggrave le bilan, déjà lourd, en matière d'accidents de la route. 10 personnes ont trouvé la mort et 32 autres ont été blessées dans 21 accidents à travers 13 wilayas, durant la journée de mardi, selon le rapport de la Gendarmerie nationale rendu public hier.

Par ailleurs, des dégâts matériels ont été enregistrés à Médéa et Oran. Tandis que la région rurale des Hauts-Plateaux et du sud du pays a recensé la disparition d'un bébé et la mort de trois autres personnes hier, suite aux fortes pluies.

N. B.

ELLE EST CÉLÉBRÉE DEPUIS 2013

La Journée nationale de la presse : c'est pourquoi au juste ?

Comme chaque 22 octobre depuis trois années maintenant, la presse nationale dans tout ce qui la compose commémore, aujourd'hui, sa journée. Une journée de plus par rapport à ce qui se fait de par le monde, qui pourrait faire croire à certains qu'ici, chez toute cette population qui fait le monde de la presse algérienne, l'on est mieux qu'ailleurs au point d'instituer une date propre à nous.

Certes, sur les motivations ayant dicté au président de la République l'idée d'instituer cette Journée nationale de la presse il ne devrait s'en trouver personne à en redire, tellement ces motivations ont tout ce qu'il y a d'honorable mais au jour d'aujourd'hui, en dehors de l'hommage à ceux qui ont fait le numéro historique de la publication «Résistance algérienne», qu'en est-il de l'argumentation avancée pour faire du 22 octobre une journée marquante pour la presse ?

Dans le message du président Bouteflika, lu le 3 mai 2013, pour annoncer l'institution du 22 octobre comme Journée nationale, il était dit que l'Etat s'engageait à doter la presse nationale et le secteur de l'information de mécanismes juridiques et de différentes formes de soutien à même de lui permettre de s'acquitter de ses nobles missions. Un soutien, était-il dit, sans restrictions à sa liberté afin qu'elle puisse accéder à la place de choix qui lui revient.

Qu'en est-il de cette belle profession de foi ? Où en sommes-nous ? Posons la question aux responsables de la plupart des journaux, particulièrement ceux dits de la presse privée, qui, chaque mois depuis quelque temps, éprouvent toutes les peines à survivre du fait de l'amenuisement, pour ne pas dire la rareté, de ce qui fait normalement vivre un journal. Interrogeons les patrons de ces innombrables chaînes de télévision algériennes obligées d'établir leurs quartiers généraux dans d'autres contrées, donc assujetties à une obligation d'accréditation pour exercer chez elles. Et puis, et surtout, qu'en est-il du droit du citoyen à l'information ? Allez-y demander à un journaliste comment il arrive parfois à récolter la «bonne» information, à quel exercice il est astreint de la part de certains responsables pour parvenir à cette information répondant aux exigences telles que le ministre du secteur n'a eu de cesse de rappeler depuis son intronisation à la tête du département de la communication.

Le 22 octobre de chaque année a été décrété depuis 2013 Journée nationale de la presse, mais en parallèle, l'épée de Damoclès n'a jamais paru aussi proche de la tête de tout ce monde qui fait aujourd'hui la presse. L'ont-ils vue venir, cette épée, ces pauvres journalistes et autre personnel de cette chaîne de télévision, dont on peut apprécier ou pas la ligne éditoriale ou le penchant idéologique, mis dehors manu militari avant de voir leurs locaux scellés, il y a à peine quinze jours ? Et cette autre chaîne contrainte du jour au lendemain de s'auto-amputer d'un programme qui, pourtant, lui valait de l'audience mais classé dans la catégorie des émissions un peu trop satiriques au goût de qui vous savez.

A inventorier tous les méfaits que subissent les journaux et ceux qui les font, il est à se demander finalement, une Journée nationale de la presse, c'est pourquoi au juste ?

M. Azedine

Un chalutier échoue sur la côte-ouest de Béjaïa

Ces dernières 24 heures ont été très agitées à Béjaïa. Balayés par des vents violents et des pluies diluviennes, plusieurs quartiers de la ville de Béjaïa ont connu, encore une fois, des inondations.

C'est le cas notamment des cités Tobal et Bab Ellouz dans le centre-ville où certaines habitations et de nombreux magasins ont été submergés par les eaux. Un chalutier avec à son bord un équipage de dix personnes a également échoué dans la nuit de mardi à mercredi sur la côte-ouest béjaouie. Si la bateau a été lourdement endommagé, son équipage

s'en est fort heureusement sorti sain et sauf, rapporte le directeur de la pêche sur les ondes de la radio locale.

Les gardes-côtes sont intervenus pour porter assistance au chalutier, a-t-on précisé.

Le directeur de la pêche de Béjaïa a appelé les pêcheurs à ne pas trop «surcharger» leur bateau en pareil temps de très forte houle.

Il convient de signaler par ailleurs que la navette maritime Béjaïa-Alger a été annulée pour les journées d'hier et aujourd'hui pour cause de très mauvaises conditions météorologiques, a-t-on appris aussi.

A. Kersani